IBFAN

Health for All Now!
People's Health Movement

COMMUNIQUE DE PRESSE 16th May 2011

Assemblée Mondiale de la Santé, Nations Unies, Genève, 16 Mai 2011

,

Les ONGs appellent les Etats Membres à dire NON au Forum Mondiale pour la Santé

Le réseau international de groupes d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN) et la People's Health Movement, les deux plus grands réseaux de société civile sur les sujets de santé publique, s'opposent au rapport de la Directrice Générale de l'OMS « *Le financement futur de l'OMS : Organisation Mondiale de la Santé : réformes pour un avenir sain* ». Les réseaux globaux considèrent que cette nouvelle proposition compromet les principes de gouvernance démocratique, et l'indépendance et l'efficacité de l'OMS. Il augmente le pouvoir, déjà disproportionné, du secteur privé à but lucratif. Le rapport de la Directrice Générale a été émis seulement le 5 mai et a été suivi par un plan de développement vague seulement le vendredi soir avant le début de l'Assemblée - qui commence aujourd'hui.

"*Nous trouvons cette proposition totalement inacceptable, en particulier vu le fait que l'OMS n'a pas donné le temps aux Etats Membres d'en discuter et de prendre en compte les implications*" Dr. Arun Gupta, Coordinateur Régional de IBFAN Asie.

La Directrice Générale propose la création d'un Forum Mondial de la Santé (FMS) comme élément essentiel d'un système de gouvernance mondial de la santé. Les ONGs invites les Etats Membres (EM) de rejeter la proposition de résolution pour les raisons suivantes :

1. L'OMS est une organisation intergouvernementale, avec un mandat constitutionnel d'assurer la droit fondamental de chaque être humain de jouir sans distinction du niveau de santé le plus élevé. L'OMS doit protéger son indépendance, son intégrité dans le processus de décision et sa réputation. Elle doit aussi se prémunir contre la manipulation, par les acteurs du secteur privé à but lucratif, de ses entités gouvernantes. Nous pensons que ce forum compromet l'habilité de l'OMS de remplir son mandat. Paragraphe 20 (ii) de ce rapport A64/4 illustre ce point. Il affirme que les résultats attendus de la réforme de l'OMS sont *"des meilleurs résultats sanitaires : l'OMS **répondra aux attentes** de ses Etats Membres et de **ses partenaires.**"* Les assurances données dans le paragraphe 86 que *"un forum de ce type, qui réunit de nombreux acteurs (…) n'usurpera en rien la prérogative décisionnelle de l'OMS quant à sa propre gouvernance"* ne sont pas crédibles. Comment peut le FMS répondre aux attentes des acteurs commerciaux sans usurper les prérogatives décisionnelles de l'OMS ?
2. Dans **le paragraphe 87** du rapport, il est proposé qu'un forum réunissant de nombreux acteurs ***"jouera également un rôle dans la définition du point de vue des différents participants des priorités futurs de l'action sanitaire mondial"***. Ceci est une raison de préoccupation sérieuse, puisque il est de la responsabilité de l'Assemblée Mondiale de la Santé pour définir les priorités de la santé, normes et standards nécessaires à la protection efficace de la santé pour tous. Les expériences précédentes avec les initiatives regroupant de nombreux acteurs ont montré que les priorités de la santé sont déformés lorsque les acteurs privés à but lucratif, qui ont une responsabilité auprès de leurs actionnaires et employés, doivent donner leur accord. L'expérience de IBFAN avec les aliments pour nourrissons et jeunes enfants illustre comment l'industrie alimentaire pour jeunes enfants compromet systématiquement les efforts des Etats Membres pour réguler la commercialisation en accord avec les Résolutions de l'AMS.
3. Le FMS institutionnalise les conflits d'intérêt comme la norme au sein de l'OMS, en étendant le rôle politique et décisionnel aux acteurs privés à but lucratif, qui ont un intérêt dans le résultat. L'FMS présente un risque non justifiable, car il pourrait compromettre et déformer les priorités et les politiques de santé publique décidés au niveau national et international. Ceci est d'autant plus inquiétant vu l'absence d'une politique concrète et claire de l'OMS sur les conflits d'intérêt. La transparence, promu actuellement comme étant la réponse au problème des conflits d'intérêt, est un pré-requis essentiel mais pas une protection suffisante en tant que telle. Cela aide à identifier les conflits d'intérêt, mais pas pour les gérer.

En conclusion, la proposition pour la réforme de l'OMS, ne démontre pas une valeur ajoutée vis-à-vis d'alternatives possibles pour renforcer le rôle de l'OMS dans la gouvernance de l'action sanitaire mondiale.

Nota Bene : Cette réforme est entrain d'être introduite sous le nom de « financement futur de l'OMS », cependant le rapport A64/4 ne mentionne presque pas les finances. Ceux-ci ne figurent seulement dans le point 4 du Rapport A64/INF.DOC./5 et seulement sous forme d'une base de ressources élargie, comprenant un mécanisme pour mettre en commun les fonds provenant d'entités privées.

- FIN -

The future of financing for WHO World Health Organization: reforms for a healthy future Report by the Director-General
http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA64/A64_ID5-en.pdf
http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA64/A64_4-en.pdf
See the online version for links to supporting documents at: http://info.babymilkaction.org/pressrelease/pressrelease16may11

For more information contact:
Patti Rundall prundall@babymilkaction.org +44 7786 523493;
Lida Lhotska Lida.lhotska@gifa.org;
Ina Verzivolli ina.verzivolli@gifa.org +41 789 565476
Hani Serag PHM hserag@phmovement.org +41 76 706 97 66